

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

ETAT DES VERSEMENTS

(1902 – 2007)

SOMMAIRE

INTRODUCTION	p.3
ETAT DES VERSEMENTS DES SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	p.4
Direction départementale des affaires sanitaires et sociales – DDASS	p. 4
Direction départementale de l'équipement – DDE	p. 6
Direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse – DDPJJ	p. 14
Direction départementale de la sécurité publique – DDSP	p. 15
Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle – DDTEFP	p. 16
Direction régionale des douanes de Roissy-en-France	p. 19
Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France	p. 20
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France – DRIRE – paris	p. 21
Direction régionale de l'Institut national de la statistique et des études économiques – Saint-Quentin-en-Yvelines	p. 22
Direction des services fiscaux	p. 23
Inspection académique – IA	p. 24
Maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis	p. 27
Office des migrations internationales, délégation régionale Paris Nord – OMI	p. 28
Service départemental de l'architecture et du patrimoine – SDAP	p. 29
Service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre de la Seine-Saint-Denis	p. 30
Trésorerie générale	p. 31
Université de Saint-Denis – Paris VIII	p. 32
RAPPEL SUR LES DELAIS DE COMMUNICABILITE DES ARCHIVES	p. 33

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

INTRODUCTION

Les services déconcentrés de l'Etat sont chargés, dans une circonscription territoriale délimitée, de mettre en oeuvre les politiques publiques décidées au niveau national, d'appliquer ou de faire appliquer une réglementation ou de délivrer des prestations aux usagers. Ils sont placés sous l'autorité des préfets qui représentent localement le gouvernement.

Parmi les plus importants pourvoyeurs de versements au sein des Archives départementales, on peut citer la Direction départementale de l'Équipement (DDE), l'Inspection académique, la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) et la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales (DDASS). Les services sont présentés par ordre alphabétique de leur acronyme.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS).

La DDASS de la Seine-Saint-Denis est créée en application de la loi du 10 juillet 1964 sur la réorganisation administrative de la région parisienne. Elle intervient dans le champ des politiques sanitaires (tutelle hospitalière, politiques de santé publique, suivi des professions de santé, santé environnementale), sociales (dispositifs de veille et d'urgence sociale, accueil et intégration des populations immigrées, accueil et hébergement des demandeurs d'asile, politiques d'insertion, tutelle sur les centres d'hébergements et de réinsertion sociale ainsi que sur les établissements médico-sociaux, tarification et contrôle des établissements pour personnes handicapées et personnes âgées), protection des personnes vulnérables (tutelles et curatelles d'Etat, médiation familiale, accompagnement à la scolarité, accompagnement des parents), aide médicale aux malades mentaux et tuberculeux, etc.

Depuis la loi du 22 juillet 1983, la DDASS ne gère plus l'aide sociale à l'enfance, confiée au Conseil général.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA SEINE-SAINT- DENIS - DDASS		1435W/ 1 - 158	Affaires sanitaires et sociales. - Santé, environnement	1941-1983
		1436W/ 1 - 116	Accueil des étrangers	1975-1985
		1475W/ 1 - 36	Santé scolaire	1968-1981
		1617W/ 1 - 94	Affaires sanitaires et sociales. - Hygiène mentale	1968-1977
		1625W/ 1 - 103	Affaires sanitaires et sociales. - Hygiène mentale	1978-1989
		1626W/ 1 - 344	Accueil des étrangers	1969-1988
		1629W/ 1 - 10	Affaires sanitaires et sociales. - Hygiène mentale	1970-1990
		1650W/ 1 - 104	Accueil des étrangers	1982-1991
		1653W/ 1 - 26	Commission départementale de réforme des agents des collectivités locales	
		1654W/ 1 - 110	Affaires sanitaires et sociales. - Santé, environnement	1968-1982
		1665W/ 1 - 43	Affaires sanitaires et sociales. - Hygiène mentale	1968-1984
		1707W/ 1 - 214	Tutelle des établissements hospitaliers et médico-sociaux	1960-1989
		1716W/ 1 - 29	Affaires sanitaires et sociales : campagne contre la faim, formation des jeunes, organismes agréés	1976-1987
		1798W/ 1 - 182	Accueil des étrangers	1985-1990
		1813W/ 1 - 118	Accueil des étrangers	1991-1991
		1861W/ 1 - 134	Comité médical départemental, commission de réforme départementale des agents des collectivités locales	1990-1994
		1948W/ 1 - 137	Tutelle des établissements hospitaliers et médico-sociaux	1971-1990
1959W/ 1 - 20	Accueil des étrangers	1992-1993		

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance			Cote	Titre	Dates extrêmes	
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).						
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES DE LA SEINE-SAINT- DENIS - DDASS			1960W/ 1 - 12	Aide sociale : dossiers individuels	1981-1992	
			2000W/ 1 - 353	Fonds d'urgence sociale	1998-1998	
			2033W/ 1 - 77	Dossiers de personnels médicaux et paramédicaux employés par la DDASS.	1968-1987	
	POLE POLITIQUE HOSPITALIERE ET MEDICO- SOCIALE – PHOMS – Bobigny			2212W/ 1 - 94	Tutelle des établissements hospitaliers et médico-sociaux, secteur enfance et adultes handicapés.	1966-1997
				2213W/ 1 - 174		1965-1995
	POLE SANTE PUBLIQUE	CELLULE DES ETABLISSEMENT S MEDICO- SOCIAUX	COMMISSION DEPARTEMENTALE DE L'EDUCATION SPECIALE - CDES	1887W/ 1 - 13	Commission Départementale de l'Education Spéciale : dossiers individuels d'enfants.	1976-1994
				2112W/ 1 - 4		1985-1995
				2113W/ 1 - 3		1987-1995
				2114W/ 1 - 3		1999-1999
				2218W/ 1 - 9		1994-2001
	SOUS-SERVICE DE L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE			19W/ 1 - 13	Rémunération du personnel auxiliaire	1968-1969
				2014W/ 1 - 111	Archives du sous-service d'aide sociale à l'enfance.	1938-1983
	SOUS-SERVICE DE PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE			1606W/ 1 - 311	Archives du sous- service de Protection maternelle et infantile (PMI)	1948-1986

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Direction départementale de l'équipement (DDE).

La DDE de la Seine-Saint-Denis, comme celles des autres départements, est créée en mars 1967 (décret n°67-278). Elle reprend les attributions des services territoriaux des Ponts et Chaussées et des directions de la Construction.

Elle assume l'essentiel des missions qui relèvent des attributions de l'Etat dans les domaines de l'aménagement, du logement, de l'urbanisme, de l'architecture, des transports, des infrastructures, des bâtiments publics et de l'environnement.

La DDE propose également aux collectivités territoriales une assistance technique dans la mise en oeuvre des actions qu'elles décident, principalement développée dans les domaines suivants :

- Etudes générales et prospective ;
- Planification urbaine ;
- Politiques locales de l'Habitat ;
- Assistance à la maîtrise d'ouvrage ;
- Evaluation des politiques de transport urbain ;
- Environnement

Jusqu'au 1^{er} janvier 2007, le domaine du réseau et de la sécurité routière, relevait essentiellement des DDE, en gestion directe pour les routes nationales, et par mise à disposition des départements pour les voies départementales. A compter de cette date, la partie routière et ouvrages d'art (construction, entretien et exploitation) est transférée, soit au département, soit à de nouveaux services spécialisés du ministère.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDE 93 - Bobigny		1W/ 1 - 244	Aménagement du réseau routier de l'Est Parisien.	
		3W/ 45 - 111	Urbanisme.	
		32W/ 1 - 51	Equipement, attribution de primes à la construction de logements.	
		999W/ 1 - 791	Permis de construire	1951-1975
		1062W/ 1 - 1	Ecole, scolarisation : cartes	1979-1983
		1286W/ 1 - 1	Fort d'Aubervilliers.	1926-1974
		1587W/ 1 - 40	Immobilier : fichier de la commune de Bobigny, recensement général des locaux à usage d'habitation ou professionnel à partir de 1945.	1945-1968

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance			Cote	Titre	Dates extrêmes
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).					
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDE 93 - Bobigny			1655W/ 1 - 288	Marchés départementaux , conventions recettes départementales.	1966-1987
			1893W/ 1 - 93	Environnement, urbanisme, les réseaux de distribution : réseaux d'assainissement ; réseaux électriques et gaziers ; réseaux radioélectriques et faisceaux hertziens ; réseaux téléphoniques.	1938-1985
			1898W/ 1 - 135	Opération d'urbanisme : reconstruction, expropriation, acquisition, cession, construction d'immeubles collectifs d'Etat (ICE), associations syndicales de remembrement, dossiers financiers et techniques.	1945-1968
			2053W/ 1 - 5	Infrastructures de transport urbain en Seine-Saint-Denis.	1950-1977
			2091W/ 1 - 31	Urbanisme.- Ouvrage d'art : complexe d'échanges de la porte de Bagnolet.	1947-1971
			2092W/ 1 - 103	Opération d'urbanisme : construction, rénovation, zones d'aménagement,, dossiers financiers et techniques.	1960-1973
			2126W/ 1 - 85	Urbanisme : Le réseau autoroutier du département de la Seine-Saint-Denis.	1946-1979
			2345W/ 1 - 9	Concours et examens professionnels locaux, régionaux et nationaux organisés à la Direction départementale de l'Equipelement.	1995-2003
	SECRETARIAT GENERAL	BUREAU DU CONTENTIEUX	1311W/ 1 - 78	Equipement. - Octroi des allocations au logement, octroi de la prime de déménagement et de réinstallation, contentieux pénal des constructions.	1963-1986
			1371W/ 1 - 16	Contentieux administratif relatif à des opérations d'urbanisme.	1968-1986
	SECRETARIAT GENERAL	BUREAU DU CONTENTIEUX	1448W/ 1 - 39	Contentieux administratif relatif à des accidents de la route ou des travaux publics.	1955-1987
			1531W/ 1 - 31	Contentieux pénal des constructions.	1969-1990
	ARRONDISSEMENT OPERATIONNEL DES GRANDS TRAVAUX - AOGT - Le Pré-Saint-Gervais		1717W/ 1 - 12	Urbanisme. - Infrastructures autoroutières, études de bruit, isolation acoustique, circulation, parking d'intérêt régional, canalisations.	1967-1987
DIRECTION	ARRONDISSEMENT	1301W/ 1 - 833	Urbanisme. - Travaux d'assainissement, environnement,	1967-1986	

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes	
DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDE 93 - Bobigny	OPERATIONNEL N°3 - AO3 - Rosny-sous-Bois		risques naturels.		
	ARRONDISSEMENT TERRITORIAL N°1 - AT N°1 - La Plaine Saint-Denis	1316W/ 1 - 366	Urbanisme. - Travaux d'équipement, de voirie et d'assainissement dans les communes du nord-ouest du département.	1902-1979	
	CELLULE ENTRETIEN ET GESTION DES OUVRAGES D'ART - CEGOA	1338W/ 1 - 87	Autoroutes, routes : plans calques.		
	GROUPE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION - GEP		1138W/ 1 - 34	Urbanisme et aménagement urbain dans les communes du département.	1919-1973
			1163W/ 1 - 29	Infrastructures de transport en commun (Réseau express régional, métro, bus, tramway), schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, voirie.	1966-1983
			1295W/ 1 - 1	Equipement. - Equipements scolaires en Seine-Saint-Denis ; Plan d'occupation des sols de la ville de Stains.	1975-1985
			1434W/ 1 - 105	Aménagement urbain sur diverses communes du département.	1945-1986
			1458W/ 1 - 58	Infrastructures de transport, voirie.	1961-1988
			1472W/ 1 - 90	Plans d'occupation des sols des communes du département de la Seine-Saint-Denis : études, enquêtes publiques.	1966-1987
			1544W/ 1 - 41		1964-1987
			1567W/ 1 - 11		1936-1986
	1578W/ 1 - 1	Journées communales, équipement urbain en Seine-Saint-Denis.	1970-1991		
	GROUPE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION - GEP		1652W/ 1 - 17	Plans d'urbanisme de détail, Plan départemental d'urbanisme intercommunal, Plans d'occupation des sols des communes du département de la Seine-Saint-Denis : études, enquêtes publiques.	1959-1985
			1700W/ 1 - 1	Etudes économiques générales.	1960-1983
			1701W/ 1 - 7	Urbanisme : banlieues 89, TGV Nord, plan d'urbanisme de détail, plan directeur d'urbanisme intercommunal.	1962-1990
			1942W/ 1 - 16	Infrastructures de transport, voirie	1973-1993
	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE	GROUPE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION -	1982W/ 1 - 14	Aménagement urbain, voirie, plans d'urbanisme de détail dans les communes du département de la Seine-Saint-	1962-1988

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes	
L'EQUIPEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDE 93 - Bobigny	GEP		Denis		
		1985W/ 1 - 97	Urbanisme : transports en commun, circulation, sécurité routière, réseau routier et autoroutes, aéroport de Roissy Charles de Gaulle, constructions scolaires, constructions publiques, plans quinquennaux d'urbanisme, voirie, environnement, études et travaux relatifs au département	1956-1992	
		2022W/ 1 - 57	Plans d'occupation des sols des communes du département de la Seine-Saint-Denis : projets initiaux, révisions.	1972-1998	
		2109W/ 1 - 17	Dossiers de plans d'occupation des sols.	1971-1979	
		2123W/ 1 - 22		1971-1983	
		2346W/ 1 - 9	Etudes et plans d'urbanisme concernant les communes du département	1896-2002	
		2347W/ 1 - 52	Urbanisme : infrastructures de transport, aménagement de La Plaine-Saint-Denis, aménagement de différents secteurs du département, politique de la ville	1965-2003	
		2348W/ 1 - 47	Urbanisme : aménagement de différents secteurs du département, aménagement de La Plaine-Saint-Denis, rénovation urbaine, réhabilitation d'ensembles de logements, infrastructures de transport	1965-2003	
		ATELIER D'URBANISME	1079W/ 1 - 48	Urbanisme. - Plans d'aménagement, études, enquêtes.	1946-1981
			1613W/ 1 - 5		1932-1985
	1622W/ 1 - 1			1929-1975	
	SERVICE DE L'HABITAT - SH	1840W/ 1 - 7	Habitat, prime à la construction : décisions de principe d'octroi de prime.	1966-1983	
		1889W/ 10 - 131	Subventions accordées par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat	1978-1988	
		1993W/ 1 - 1	Prime à l'amélioration de l'habitat (PAH)	1987-1988	
		2005W/ 1 - 356	Constructions neuves, prêts locatifs aidés (PLA) : dossiers de financement des opérations dans les communes de la Seine-Saint-Denis	1979-1987	
		2036W/ 1 - 104	Prêts locatifs aidés (PLA), primes à la construction	1959-1988	

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDE 93 - Bobigny	SERVICE DE L'HABITAT - SH	2049W/ 1 - 44	Logements et foyers pour travailleurs migrants	1975-1988
		2141W/ 1 - 134	Primes à la construction, prêts locatifs aidés (PLA), financement des habitations à loyer modéré, surcharges foncières	1964-2000
	SERVICE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES - SCP	1174W/ 1 - 200	Constructions publiques.	1968-1980
		1302W/ 1 - 84		1967-1979
		1461W/ 1 - 44		1968-1984
		2006W/ 1 - 22		1963-1989
		2220W/ 1 - 135		1968-1994
		2277W/ 1 - 63		1969-1995
	SUBDIVISION DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES N°1 - SCP1	1770W/ 1 - 377	Constructions publiques.	1987-1991
	SUBDIVISION DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES N°2 - SCP2	1791W/ 1 - 59	Constructions scolaires, constructions publiques	1956-1985
	SERVICE FINANCIER	1298W/ 1 - 355	Marchés.	1964-1984
	SERVICE TECHNIQUE ET FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION - SFTC	1140W/ 1 - 26	Office public d'habitation à loyer modéré dans les communes de la Seine-Saint-Denis, Office départemental d'habitation à loyer modéré de la Seine-Saint-Denis	1969-1981
		1151W/ 1 - 204	Construction de logements : financement, marchés, adjudications.	1959-1982
		1154W/ 1 - 57		1954-1983
		1155W/ 1 - 60		1967-1982
		1160W/ 1 - 115		1964-1983
		1164W/ 1 - 14	Aide au logement : demandes de subventions au titre de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.	1972-1976
		1166W/ 1 - 4		1981-1981
		1167W/ 1 - 2	Aide au logement : primes à l'amélioration de l'habitat.	1980-1981
		1168W/ 1 - 7	Aide au logement : demandes de subventions au titre de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.	1977-1980
1169W/ 1 - 58		Construction de logements : financement, marchés, adjudications.	1950-1970	
1171W/ 1 - 92	1953-1977			
1175W/ 1 - 12	Aide au logement : aide aux petits propriétaires fonciers (APPF)		1972-1982	

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance		Cote	Titre	Dates extrêmes
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).				
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDE 93 - Bobigny	SERVICE URBANISME OPERATIONNEL - SUO	1176W/ 1 - 20	Aide au logement : constructeurs de ressources modestes	1972-1983
		1237W/ 1 - 55	Construction de logements : financement, marchés, adjudications.	
		1318W/ 1 - 3	Aide au logement : demandes de subventions au titre de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.	1982-1982
		1361W/ 1 - 2		1983-1983
		1368W/ 1 - 5	Aide au logement : primes à l'amélioration de l'habitat.	1982-1986
		1396W/ 1 - 1	Aide au logement : demandes de subventions au titre de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.	1984-1984
		2W/ 1 - 813	Urbanisme.	
		1139W/ 1 - 230	Permis de construire.	1971-1971
		1170W/ 1 - 180		1949-1968
		1172W/ 1 - 286	Autorisations d'urbanisme.	1966-1968
		1209W/ 1 - 46	Permis de construire.	1979-1984
		1211W/ 1 - 76		1972-1973
		1212W/ 1 - 114		1972-1972
		1213W/ 1 - 76		1972-1972
		1220W/ 1 - 100		1969-1969
		1221W/ 1 - 100		1968-1969
		1222W/ 1 - 100		1958-1974
		1223W/ 1 - 78		1969-1969
		1224W/ 1 - 69		1969-1969
		1225W/ 1 - 32		1969-1969
		1226W/ 1 - 82		1970-1970
		1227W/ 1 - 100		1969-1970
		1228W/ 1 - 56		1971-1971
		1229W/ 1 - 61		1971-1971
		1230W/ 1 - 73		1971-1971
		1231W/ 1 - 68		1970-1970
		1232W/ 1 - 61		1970-1971
		1233W/ 1 - 32		1951-1971
		1234W/ 1 - 76		1973-1973

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDE 93 - Bobigny	SERVICE URBANISME OPERATIONNEL - SUO	1235W/ 1 - 78	Permis de construire.	1973-1973
		1236W/ 1 - 78		1973-1973
		1304W/ 1 - 79		1973-1974
		1305W/ 1 - 71		1974-1974
		1307W/ 1 - 85	Urbanisme. - Zones d'aménagement différé	1975-1985
		1324W/ 1 - 75	Permis de construire.	1974-1974
		1325W/ 1 - 10		1971-1971
		1326W/ 1 - 76		1974-1974
		1327W/ 1 - 79		1974-1974
		1341W/ 1 - 61		1975-1975
		1347W/ 1 - 69		1975-1975
		1353W/ 1 - 71		1975-1975
		1360W/ 1 - 69		1975-1975
		1372W/ 1 - 68		1976-1976
		1373W/ 1 - 61		1976-1976
		1382W/ 1 - 67		1976-1976
		1385W/ 1 - 61		1976-1977
		1387W/ 1 - 52		1977-1977
		1389W/ 1 - 61		1977-1977
		1390W/ 1 - 63		1977-1977
		1395W/ 1 - 54		1977-1978
		1401W/ 1 - 54		1978-1978
		1417W/ 1 - 58		1978-1978
		1418W/ 1 - 68		1978-1978
		1419W/ 1 - 65		1978-1978
		1421W/ 1 - 70		1979-1979
		1426W/ 1 - 60		1979-1979
		1427W/ 1 - 62		1979-1979
		1428W/ 1 - 58		1979-1979
		1429W/ 1 - 28		1979-1979
		1431W/ 1 - 264		1980-1980

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDE 93 - Bobigny	SUBDIVISION FONCTIONNELLE D'URBANISME - SFU	1454W/ 1 - 230	Permis de construire.	1981-1981
		1479W/ 1 - 3		1966-1972
		1480W/ 1 - 2		1969-1971
		1481W/ 1 - 8		1971-1973
		1482W/ 1 - 23		1973-1976
		1483W/ 1 - 27		1976-1978
		1484W/ 1 - 15		1978-1979
		1486W/ 1 - 25		Déclarations d'intention d'aliéner
		1681W/ 1 - 243	Permis de construire.	1982-1982
		1682W/ 1 - 228		1983-1983
		1683W/ 1 - 61		1984-1984
		1762W/ 1 - 40	Lotissements : dossiers de constitution (demandes de division de terrain, ventes de parcelles, plans de situation...)	1924-1978
		1983W/ 1 - 228	Permis de construire.	1983-1983
		2037W/ 1 - 92		1964-1984
		2172W/ 1 - 97		1973-2001

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Direction départementale de la protection judiciaire de la Jeunesse.

La Direction départementale de la protection judiciaire de la Jeunesse assure une mission d'éducation et de prévention auprès des jeunes mineurs délinquants ou en danger, ainsi que des jeunes majeurs éprouvant des difficultés d'insertion sociale. Elle contrôle administrativement, financièrement et pédagogiquement les établissements et services de la Protection judiciaire de la Jeunesse (PJJ), anciennement dénommés services de l'éducation surveillée.

L'ordonnance du 2 février 1945 fonde le métier et les missions des agents de la PJJ en fixant la primauté de l'éducation sur la répression et en créant le juge pour enfants. Au civil comme au pénal, la PJJ intervient sur décision individuelle de la justice pour mettre en place une action éducative individualisée. Elle assure également l'aide à la décision des magistrats, le suivi des mineurs incarcérés, ainsi que des travaux de bilans prospectifs en matière de situation sociale, personnelle, familiale, de santé, d'insertion scolaire ou professionnelle.

La PJJ de la Seine-Saint-Denis assure une présence active dans la vie territoriale, par son implication dans de nombreux domaines des politiques publiques (contrats de ville, contrats locaux de sécurité, Education, Jeunesse et sport, formation professionnelle...) et son engagement pour une politique de la justice adaptée aux conditions du département.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDPJJ	CENTRE D'ACTION EDUCATIVE DE PANTIN - CAE	1912W/ 1 - 54	Centre d'action éducative de Pantin : dossiers individuels de jeunes.	1991-1999
---	---	---------------	---	-----------

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Direction départementale de la sécurité publique.

Les services de la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP) réunissent l'essentiel des services de police opérant sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, hors Police Judiciaire et Renseignements Généraux.

Elle se compose de services centraux et de districts et circonscriptions de Sécurité publique. Le département est organisé en quatre districts distincts qui regroupent vingt deux circonscriptions de sécurité publique, comprenant chacune un commissariat.

Ses missions principales sont :

- la lutte contre la délinquance
- le contrôle du trafic routier
- la gestion des grands rassemblements
- la lutte contre la criminalité et la délinquance
- la gestion de l'appel « 17 police secours »
- le développement de la police de proximité
- la dispense d'activités d'animation et d'actions de prévention en direction de la jeunesse

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA SECURITE PUBLIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDSP - Bobigny	COMMISSARIAT DE SECURITE PUBLIQUE DE LIVRY-GARGAN - CSP - Livry-Gargan	2289W/ 1 - 71	Police urbaine.	1978-1996
	COMMISSARIAT DE SECURITE PUBLIQUE DE STAINS - CSP - Stains	1965W/ 1 - 153		1957-1993
	COMMISSARIAT DE SECURITE PUBLIQUE DES LILAS - CSP - Les Lilas	1505W/ 1 - 213		1956-1979
	SERVICE D'ORDRE PUBLIC	2323W/ 1 - 7	Unité de garde du Palais de justice de Bobigny	1987-2002

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
---	------	-------	----------------

Direction départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

La direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) comprend des sections d'inspection du travail et des services spécialisés.

Elle est chargée de veiller au respect du droit du travail dans les entreprises, mission assurée essentiellement par les inspecteurs et contrôleurs du travail.

Elle exerce également d'autres fonctions connexes :

- information et conseil auprès des employeurs, salariés, syndicats et institutions représentatives du personnel ;
- soutien aux entreprises qui souhaitent créer des emplois ou rencontrent des difficultés économiques ;
- assistance du préfet dans la coordination des actions du service public de l'emploi ;
- participation à la gestion des mesures d'insertion et de formation des demandeurs d'emploi jeunes et adultes ;
- collaboration avec les acteurs économiques du département pour le développement local, notamment par ses contributions financières à la création d'entreprise ou aux initiatives locales pour l'emploi ;
- insertion professionnelle des travailleurs handicapés ;
- contrôle de la recherche effective d'emploi par les demandeurs d'emploi.

En 2008, le Conseil de modernisation des politiques publiques décide la disparition progressive des DDTEFP, dont les fonctions devraient être redistribuées au sein des futures directions régionales de l'entreprise, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE).

La Direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) devient Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) suite au décret n°84-732 du 26 juillet 1984 modifiant les attributions du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, qui récupère celles précédemment déléguées au ministère de la formation professionnelle.					
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA SEINE-SAINT- DENIS - DDTE			343W/ 1 - 34	Inspection du Travail.	1946-1975
			1091W/ 1 - 2	Direction départementale du travail et de l'emploi. - Gestion du personnel, projets immobiliers.	1957-1979
	SECTION CENTRALE EMPLOI STATISTIQUES		1094W/ 1 - 39	Données chiffrées relatives à l'emploi.	1976-1981
	SECTION CENTRALE EMPLOI AIDE A LA CREATION D'ENTREPRISES		1573W/ 1 - 85	Chômeurs créateurs d'entreprises : dossiers d'aides.	1981-1986

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance		Cote	Titre	Dates extrêmes	
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).					
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDTEFP - Bobigny		1106W/ 1 - 69	Personnes sans emploi : fiches d'aides publiques.	1971-1979	
		1384W/ 1 - 1	Alsthom Saint-Ouen, Alsthom Le Bourget : tracts syndicaux et politiques.	1974-1976	
		2333W/ 1 - 77	Travail. - Conventions collectives.		
	SERVICE INTERVENTION EN ENTREPRISE		1815W/ 1 - 93	Entreprises : procès-verbaux d'infractions à la législation du travail.	1971-1987
			1850W/ 1 - 39	Accords d'entreprise : accords et désaccords, dénonciations et adhésions dans les établissements de Seine-Saint-Denis.	1987-1994
			1615W/ 1 - 81	Chômeurs créateurs d'entreprises : dossiers d'aides.	1985-1987
			2140W/ 1 - 148	Accords de participation et d'intéressement versés par la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de la Seine-Saint-Denis.	1987-1999
			2158W/ 1 - 79	Accords d'entreprise.	1980-2000
			1383W/ 1 - 61	Dossiers d'établissements ou de chantiers.	1962-1985
	INSPECTION DU TRAVAIL	PREMIERE SECTION [avant 1990] - Saint-Denis	2325W/ -	Inspection du Travail.	1950-2003
			2374W/ 1 - 67	Entreprises disparues de moins de 50 salariés.	1950-2000
		DEUXIEME SECTION [avant 1990] - Saint-Denis	410W/ 1 - 81	Inspection du Travail.	1946-1974
			430W/ 1 - 15		1946-1973
		DEUXIEME SECTION - Saint-Denis	2326W/ -		1950-2002
		TROISIEME SECTION [avant 1990] - Aubervilliers	436W/ 1 - 183	Dossiers d'établissements ou de chantiers.	1936-1974
			1506W/ 1 - 101		1947-1987
		TROISIEME SECTION - Bobigny	1866W/ 1 - 196	Licenciements économiques.	1970-1995
			1975W/ 1 - 88		1978-1997
			2291W/ 1 - 114		1942-2001
	2292W/ 1 - 16		1991-2001		

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDTEFP - Bobigny	INSPECTION DU TRAVAIL	QUATRIEME SECTION – Bobigny	1518W/ 1 - 86	Dossiers d'établissements ou de chantiers.	1943-1986
			1702W/ 1 - 233		1961-1993
			1974W/ 1 - 92		1970-1996
			2284W/ 1 - 116		1977-2001
		CINQUIEME SECTION – Bobigny	1519W/ 1 - 50	Dossiers d'établissements ou de chantiers.	1974-1989
			1865W/ 1 - 135		1963-1996
		SIXIEME SECTION [avant 1990] – Bobigny	1297W/ 1 - 67	Dossiers d'établissements ou de chantiers.	1956-1990
		SIXIEME SECTION – Montreuil-sous-Bois	1598W/ 1 - 286	Dossiers d'établissements ou de chantiers.	1955-1990
			1856W/ 1 - 74		1956-1996
			1987W/ 1 - 148		1971-1998
			2117W/ 1 - 81		1944-2000
			2329W/ 1 - 107		1970-2004
		SEPTIEME SECTION [avant 1990] – Aulnay-sous-Bois	444W/ 1 - 13	Dossiers d'établissements.	1955-1980
			1008W/ 1 - 14		1967-1975
			1077W/ 1 - 28		1974-1981
			1184W/ 1 - 41		1975-1985
		SEPTIEME SECTION - Montreuil-sous-Bois	1508W/ 1 - 421	Dossiers d'établissements.	1963-1988
			1595W/ 1 - 187		1975-1990
			1857W/ 1 - 32		1980-1996
			1989W/ 1 - 122		1982-1997
			2119W/ 1 - 60		1995-1998
			2358W/ 1 - 60		1982-2005
		HUITIEME SECTION - Aulnay-sous-Bois	1608W/ 1 - 123	Dossiers d'établissements.	1968-1990
			1664W/ 1 - 63	Procès-verbaux et états de visites d'entreprises ou de chantiers, bilans sociaux d'entreprises, documents relatifs au découpage des sections, dossiers de personnel d'inspecteurs du travail, notes et travaux de recherche personnels de Michel Cointepas (inspecteur du Travail).	1906-1993
2021W/ 1 - 197	Dossiers d'établissements ou de chantiers.		1974-1999		

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance		Cote	Titre	Dates extrêmes	
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).					
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - DDTEFP - Bobigny	INSPECTION DU TRAVAIL	HUITIEME SECTION - Aulnay-sous-Bois	2339W/ 1 - 119	Dossiers d'établissements, dossiers de chantiers, licenciements de salariés protégés.	1967-2004
		NEUVIEME SECTION - Montreuil-sous-Bois	1597W/ 1 - 249	Dossiers d'établissements ou de chantiers.	1946-1991
	1855W/ 1 - 131			1981-1995	
	1990W/ 1 - 28			1989-1997	
	2328W/ 1 - 86			1969-2004	
	DIXIEME SECTION - Montreuil-sous-Bois	1596W/ 1 - 207	Dossiers d'établissements ou de chantiers.	1963-1990	
		1858W/ 1 - 244		1981-1996	
		1988W/ 1 - 40		1990-1996	
		2118W/ 1 - 207		1958-2000	
		2327W/ 1 - 86		1970-2004	

Direction régionale des douanes de Roissy-en-France.

La Direction régionale des Douanes de Roissy-en-France est chargée de la perception des droits et taxes à l'importation ou en régime intérieur pour le compte de l'Etat, des collectivités locales et de l'Union européenne, ainsi que du contrôle fiscal des exportations. Elle assure en outre l'établissement des statistiques du commerce extérieur, et le conseil aux entreprises.

En dehors du domaine fiscal, les douanes interviennent dans des domaines divers, tels que la lutte contre les stupéfiants, le blanchiment d'argent et les contrefaçons, les contrôles sanitaires, la sécurité publique (contrôles de sûreté, armes et explosifs), la protection du patrimoine culturel, la défense de l'environnement et le contrôle de la politique agricole commune.

DIRECTION REGIONALE DES DOUANES DE ROISSY-EN-FRANCE - Roissy Charles de Gaulle		1453W/ 1 - 16	Déclarations de marchandises.	1984-1984
		1774W/ 1 - 2	Documents relatifs à la prise en charge de marchandises (en transit ou en dépôt).	1982-1989
		1908W/ 1 - 56	Dossiers de personnel.	1976-1993
		2332W/ 1 - 15		1955-1994

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes	
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES DE ROISSY-EN-FRANCE - Roissy Charles de Gaulle	BUREAU DE ROISSY-EN-FRANCE	1078W/ 1 - 4	Déclarations de marchandises.	1980-1980
	BUREAU DU BOURGET AEROPORT - Le Bourget aéroport	1539W/ 1 - 11	Déclarations de marchandises.	1986-1986
		1603W/ 1 - 12	Déclarations de marchandises.	1988-1988
		1666W/ 1 - 10	Déclarations de marchandises.	1989-1989
		1690W/ 1 - 14	Déclarations de marchandises.	1990-1990
		1764W/ 1 - 12	Déclarations de marchandises.	1991-1991
		1805W/ 1 - 11	Déclarations de marchandises.	1992-1992
		1888W/ 1 - 12	Déclarations de marchandises.	1993-1993
		1947W/ 1 - 14	Déclarations de marchandises.	1994-1994
		1994W/ 1 - 11	Déclarations de marchandises.	1995-1995
		2067W/ 1 - 15	Déclarations de marchandises.	1996-1996
		2142W/ 1 - 13	Déclarations de marchandises.	1997-1997
		2169W/ 1 - 13	Déclarations de marchandises.	1998-1998

Direction régionale de l'Équipement d'Île-de-France.

La direction régionale de l'Équipement d'Île-de-France (DREIF) a une mission d'observation et fait des propositions pour l'élaboration des politiques d'aménagement et d'équipement.

De par l'une de ses implantations, les Archives départementales sont menées à recevoir les archives du Laboratoire régional de l'Est Parisien qui dépend du pôle Réseau scientifique et technique de l'équipement de la DREIF. Celui-ci constitue un bureau public d'études et d'ingénierie pour tous les acteurs de l'aménagement et de la gestion des territoires, des infrastructures et des réseaux de transports. Ses prestations sont réalisées au sein de ses laboratoires.

DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT D'ILE-DE-FRANCE	LABORATOIRE REGIONAL DE L'EST PARISIEN - LREP - Le Bourget	1336W/ 1 - 437	Expertise en géologie et en fondations : dossiers d'analyses techniques (1967-1983). Comptabilité clients : dossiers clients et fournisseurs (1967-1985).	1967-1985
---	--	----------------	--	-----------

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France.

La direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) développe ses activités dans les domaines suivants :

- Environnement (inspection des installations classées, inventaires des sites et sols pollués, etc.).
- Sous-sol, mines, carrières et eaux minérales.
- Énergie (contrôle technique et administratif des ouvrages de production et de transport d'électricité, ainsi que de stockage, de transport et de distribution de gaz).
- Sûreté nucléaire et radioprotection (inspections, information du public, etc.).
- Aide aux entreprises (conseil sur le développement de nouvelles technologies, aides à l'investissement, à la création d'entreprises, etc.).
- Véhicules (contrôle périodique des poids lourds destinés au transport de marchandises, de matières dangereuses ou au transport en commun de personnes).
- Métrologie (contrôle les instruments de mesure utilisés dans le cadre de transactions commerciales ou pour le maintien de la santé et de la sécurité publique).
- Appareils à pression (conception et contrôle des chaudières, réservoirs de gaz, autoclaves, extincteurs, etc.).
- Canalisations de transport.

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT D'ILE-DE-FRANCE - DRIRE - Paris	1464W/ 1 - 47	Contrôles des appareils à pression gazeuse au sein des entreprises de la Seine-Saint-Denis et contrôle du chauffage urbain.	1969-1982
---	---------------	---	-----------

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Direction régionale de l'institut national de la statistique et des études économiques.

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société française.

L'INSEE organise le recensement de la population et suit les évolutions démographiques. Il produit les indicateurs essentiels de l'économie nationale : les données de la comptabilité nationale, l'indice des prix à la consommation et les autres indicateurs conjoncturels.

Il réalise régulièrement des enquêtes statistiques auprès des ménages, sur l'emploi, les conditions de vie, le logement, la santé, auprès des entreprises, etc.

Les archives conservées aux Archives départementales sont versées par la Direction régionale de l'INSEE d'Ile-de-France. Elles sont essentiellement constituées d'un échantillon des « feuilles de ménage » collectées par les enquêteurs de l'INSEE en Seine-Saint-Denis, au cours des différents recensements de population.

DIRECTION REGIONALE DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES - Saint-Quentin-en-Yvelines	1032W/ 1 - 15	Entreprises. - Enquête sur la structure et la répartition des salaires, enquête sur le coût de la main d'oeuvre dans l'industrie en 1975.	1974-1976
	1047W/	Fichier manuel INSEE.	
	1763W/ 1 - 6	Recensements de population. — Documents d'état civil : bulletins de naissance (1956, 1966), bulletins de reconnaissance (1970-1976), bulletins divers (de mariage, de transcription ou de mention en marge...), bordereaux récapitulatifs des mouvements naturels de la population (tableaux sommaires) (1967-1993).	1956-1993
	1928W/ 1 - 3202	Recensement de la population, échantillon géographique permanent.	1968-1968
	1929W/ 1 - 241		1975-1975
	1930W/ 1 - 255		1982-1982
2070W/ 1 - 122	1990-1990		

Voir la série 6M pour les recensements antérieurs à 1968.

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Direction des services fiscaux de la Seine-Saint-Denis.

La Direction des services fiscaux exerce ses compétences dans les domaines suivants :

- Assiette des impôts des particuliers et des professionnels ;
- Recouvrement de l'impôt (sauf impôts locaux et impôt sur le revenu qui dépendent du Trésor Public) ;
- Contentieux de l'impôt ;
- Contrôle fiscal ;
- Publicité foncière ;
- Tenue du plan (cadastre).

DIRECTION DES SERVICES FISCAUX - Bobigny			2371W/ 1 - 168	Contentieux fiscal.	1979-2003
			2377W/ 1 - 14		2006-2006
	CENTRES ET RECETTES DES IMPOTS	MONTREUIL-SOUS-BOIS	1880W/ -	Taxe d'habitation, impôt sur le revenu, taxe foncière (a priori).	
		SAINT-DENIS	218W/ 1 - 85	Rôles d'impôts (taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle, impôt sur le revenu).	1975-1975

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Inspection académique de la Seine-Saint-Denis.

L'inspection académique de la Seine-Saint-Denis est mise en place en 1967-1968, au moment de la création du département. Avant cette date, c'est l'inspection académique de Paris qui était compétente pour les établissements des communes de l'actuelle Seine-Saint-Denis.

Sous l'autorité du recteur d'académie de Créteil, l'Inspection académique met en oeuvre la politique de l'Education nationale, dans les écoles primaires et les établissements du second degré du département.

Son action s'articule autour de 3 missions essentielles : gérer la scolarité des élèves (orientation et affectation des élèves de la fin de l'école élémentaire jusqu'au lycée ; organisation des examens généraux et professionnels), les moyens d'enseignement (répartition des moyens budgétaires, ouverture de sections ou de filières nouvelles dans les collèges et les lycées), les personnels enseignants (concours, congés, paye, mutations, avancement, retraite).

INSPECTION ACADEMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - IA - Bobigny		1405W/ 1 - 39	Formation continue en direction des jeunes : actions et budgets ; Travaux d'utilité collective (TUC) : bilans ; dossiers versés par la délégation académique à la formation continue	1981-1987
		1976W/ 1 - 21	Projets d'établissement provenant de la cellule pédagogique du service DISCOPE.	1993-1994
	DIVISION DE L'ADMINISTRATION ET DE LA LOGISTIQUE - DIALOG	2078W/ 1 - 267	Dossiers professionnels des enseignants du premier degré.	1914-1995
	DIVISION DES AFFAIRES GENERALES, MEDICALES ET SOCIALES	1115W/ 1 - 85	Accidents d'élèves : dossiers nominatifs	1969-1975
		1116W/ 1 - 155	Accidents du travail : dossiers nominatifs	1959-1968
		1117W/ 1 - 3	Accidents du travail : dossiers comptables	1968-1982
		1177W/ 1 - 52	Enseignement privé, personnel enseignant : dossiers de carrière.	
		1178W/ 1 - 17	Enseignement privé, établissements : dossiers de tutelle (fermeture, refus d'ouvertures, d'établissements primaires et secondaires) et dossiers d'anciens directeurs pour 1960 à 1966.	1960-1966
		1217W/ 1 - 34	Livrets scolaires par établissement scolaire pour l'année 1984 et procès - verbaux des résultats du diplôme national du brevet, concernant la session 1986	1984-1986

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes
INSPECTION ACADEMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - IA - Bobigny	DIVISION DES AFFAIRES GENERALES, MEDICALES ET SOCIALES	1218W/ 1 - 43	Diplôme national du brevet, pour la session 1984 : copies d'examen et procès - verbaux des résultats	1984-1984
		1219W/ 1 - 240	Diplôme national du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) : copies d'examen, procès-verbaux des résultats pour la session 1984, sujets des examens pour les sessions de 1977 à 1985	1977-1985
		1239W/ 1 - 150	Diplôme national du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) : copies d'examen, procès-verbaux des résultats pour les sessions 1984, 1985, 1986 et sujets des examens pour les sessions de 1977 à 1986	1977-1986
		1339W/ 1 - 127	Accidents d'élèves : dossiers nominatifs.	1975-1982
		1340W/ 1 - 8	Accidents du travail, dossiers nominatifs.	1957-1976
		1393W/ 1 - 18	Diplôme national du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) pour les sessions 1983, 1986 et 1987, procès – verbaux des résultats	1983-1987
		1394W/ 1 - 3	Diplômes nationaux du brevet, du certificat de formation générale (CFG) et du certificat d'études primaires et élémentaires, procès- verbaux des résultats et sujets d'examens , pour les années 1973 à 1987.	1973-1987
		1455W/ 1 - 11	Diplôme du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) pour la session 1988 : procès- verbaux des résultats	1988-1988
		1465W/ 1 - 9	Diplôme national du brevet pour les années 1987 – 1988 : procès – verbaux des résultats ; sujets du certificat de formation générale (CFG) et du certificat d'études primaires et élémentaires	1987-1988
		1501W/ 1 - 19	Diplôme national du brevet : procès – verbaux des résultats.	1989-1989
		1542W/ 1 - 6		1990-1990
		1543W/ 1 - 3	Diplômes nationaux du certificat d'aptitude professionnelle et du brevet d'études professionnelles, pour l'année 1990 : procès – verbaux des résultats	1990-1990
		1614W/ 1 - 14	Diplômes nationaux du brevet d'enseignement professionnel (BEP), certificat d'aptitude professionnelle, brevet et certificat de formation générale (CFG) : procès-verbaux des résultats	1991-1991
		1624W/ 1 - 11		1992-1992

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).		Cote	Titre	Dates extrêmes	
INSPECTION ACADEMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - IA - Bobigny	DIVISION DES AFFAIRES GENERALES, MEDICALES ET SOCIALES	1647W/ 1 - 48	Collèges et lycées : projets d'actions éducatives (PAE) circulaires et crédits accordés.	1980-1991	
	DIVISION DES ECOLES – DE	2002W/ 1 - 646	Instituteurs, professeurs des écoles : dossiers professionnels		
	DIVISION DES ELEVES – DIVEL	SERVICE DE LA PEDAGOGIE ET DES ETABLISSEMENTS SERVICE DES EXAMENS – DIVEL2	1881W/ 1 - 64	Projets de constructions scolaires	1968-1986
			1890W/ 1 - 16	Examens et diplômes nationaux	1996-1996
			1907W/ 1 - 14		1997-1997
			2010W/ 1 - 11		1997-1998
			2038W/ 1 - 11		1998-1999
			2105W/ 1 - 11		2000-2000
	DIVISION DES ELEVES, DE LA PEDAGOGIE ET DES ETABLISSEMENTS - DEPE	1784W/ 1 - 36	Brevet des collèges, Brevet de l'enseignement professionnel, CAP, Certificat de formation générale : échantillon de copies d'examens.	1993-1995	
	DIVISION DES MOYENS, DES ACTIONS PEDAGOGIQUES ET DES ETABLISSEMENTS - DIMAPE	CELLULE PEDAGOGIQUE - DIMAPE4	2089W/ 1 - 185	Cartes scolaires, dossiers d'accidents et d'activités scolaires.	1972-1998
			1851W/ -	Projets pédagogiques d'établissements scolaires.	1987-1993
			1852W/ 1 - 49		1990-1994
	DIVISION DE L'ORGANISATION SCOLAIRE - DOS		2190W/ 1 - 44	Ecoles maternelles et élémentaires publiques et privées : enquêtes nationales statistiques des rentrées 1989 à 1995	1990-1995
			2191W/ 1 - 20	Collèges : projets pédagogiques, dossiers.	1997-2000
			2192W/ 1 - 13	Ecoles primaires : projets pédagogiques, dossiers.	1997-2000
			2193W/ 1 - 5	Ecoles primaires : demandes d'aides complémentaires pour une action pédagogique intégrée au projet de circonscription, dossiers.	1999-2000
			2194W/ 1 - 2	Ecoles primaires : demandes de création d'ateliers de pratique artistique, dossiers	1998-2000
			2195W/ 1 - 1	Projets pédagogiques, évaluations et résultats.	1999-2000

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance		Cote	Titre	Dates extrêmes	
La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).					
INSPECTION ACADEMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - IA - Bobigny	DIVISION DES PERSONNELS DU PREMIER DEGRE - DIPER		2170W/ 1 - 141	Instituteurs ou professeurs des écoles : dossiers professionnels	1931-1971
		SERVICE DE LA GESTION INDIVIDUELLE DES INSTITUTEURS ET PROFESSEURS DES ECOLES - DE2	2066W/ 1 - 515	Inspection Académique. - Dossiers de carrière des enseignants du premier degré	
	DIVISION DU SECOND DEGRE - DSD		2028W/ 1 - 404	Dossiers comptables des personnels enseignants du second degré.	
			2052W/ 1 - 458	Personnels enseignants du second degré : dossiers comptables	1930-1977
		SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE - DSD3	2108W/ 1 - 252	Dossiers de carrière du personnel enseignant de l'enseignement privé sous contrat	
			2196W/ 1 - 123		1980-2000

Maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis.

Les maisons d'arrêt ont pour détenus les prévenus (détenus en attente de jugement) ainsi que les condamnés dont la durée de peine restant à purger est inférieure à 1 an, ou les condamnés en attente d'affectation dans un établissement pour peine (centre de détention ou maison centrale).

MAISON D'ARRÊT DE LA SEINE-SAINT-DENIS - Villepinte	2265W/ 1 - 8	Administration pénitentiaire : cahiers d'observations de surveillants (1991-1999), registre des gradés de nuit (1991-1995).	1991-1999
---	--------------	---	-----------

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
---	------	-------	----------------

Office des migrations internationales, délégation Paris Nord.

Créé en 1945, L'Office des Migrations Internationales (OMI) est un établissement public à caractère administratif.

L'article L 341-9 du code du travail définit les compétences de l'OMI comme suit :

« Sous réserve des accords internationaux, les opérations de recrutement en France et l'introduction en métropole de travailleurs originaires des territoires d'outre-mer et des étrangers, de recrutement en France des travailleurs de toutes nationalités pour l'étranger sont conférées à titre exclusif à l'Office des migrations internationales. »

En outre, l'Office des migrations internationales participe aux actions administratives, sanitaires et sociales relatives :

- au contrôle, à l'accueil, au séjour ou à l'établissement des étrangers en France ainsi qu'à leur rapatriement ou à leur insertion dans le pays d'origine ;
- à l'emploi des Français à l'étranger ;
- à la réinsertion en France des français ayant résidé à l'étranger.

L'OMI comporte deux délégations régionales en Ile-de-France : Paris Nord (Bagnolet) et Paris Sud (Montrouge).

L'Agence Nationale de l'Accueil des Etrangers et des Migrations (ANAEM) est créée en 2005. Elle fusionne les compétences de l'OMI et du SSAE (Service social d'aide aux émigrants).

OFFICE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES, DELEGATION REGIONALE PARIS NORD - OMI - Bagnolet	2343W/ 1 - 30	Etrangers. — Demandes de regroupement familial.	1998-1998
--	---------------	---	-----------

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Service départemental de l'architecture et du patrimoine.

Par décret du 6 mars 1976 les services départementaux de l'architecture ont succédé aux agences des bâtiments de France, nées dans l'immédiat après-guerre. Ils sont rebaptisés services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP) en 1996. Le SDAP exerce trois grandes missions, par l'action des Architectes des Bâtiments de France :

- la conservation des monuments historiques placés sous la responsabilité de la direction de l'architecture et du patrimoine du ministère de la culture ainsi que la maîtrise d'oeuvre des travaux d'entretien des édifices classés au titre des Monuments historiques ;
- le conseil et la promotion d'une architecture et d'un urbanisme de qualité ;
- le contrôle, en délivrant des avis sur tous les projets architecturaux qui ont pour effet d'apporter des modifications dans les espaces protégés (bâti ou naturels) avec l'ambition d'en maintenir, voire d'en améliorer la qualité.

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE - SDA	1308W/ 1 - 163	Contrôle sur l'usage des bâtiments architecturaux, conservation des monuments historiques	1953-1985
	1309W/ 1 - 59	Avants-projets d'équipements (logement, équipement scolaire, équipement sportif, équipement culturel, équipement administratif), avis du service départemental de l'architecture et du patrimoine	1972-1985
	1310W/ 1 - 294	Permis de construire, avis du service départemental de l'architecture	1960-1985
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - SDAP - Saint-Denis	2225W/ 1 - 36	Architecture. - Avis rendus par l'Architecte des Bâtiments de France	1996-1996
Le service départemental de l'architecture devient service départemental de l'architecture et du patrimoine en 1996.			

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) est créé en 1916 (sous l'appellation d'Office national des mutilés et réformés de la guerre).

Les principales missions de ses services sont :

- La gestion des droits que l'Etat a accordé aux anciens combattants et aux victimes de guerre (délivrance des cartes et titres ouvrant des droits, attribution de la retraite du combattant, du statut de pupille de la Nation et de la carte d'invalidité, organisation des remises de décorations) ;
- La gestion des partenariats avec les associations de citoyenneté combattante (participation aux assemblées générales et initiatives diverses, aide au fonctionnement des associations, diffusion de l'information relative aux activités de ces dernières).

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - Bobigny	2187W/	1 - 5	1948-2002
	2208W/	1 - 3	1948-2002
	2209W/	1 - 3	1948-2002
	2210W/	1 - 4	1948-2003
	2211W/	1 - 7	1931-2003
	2221W/	1 - 8	1948-2003
	2250W/	1 - 4	1948-2003
	2251W/	1 - 6	1958-2003
	2256W/	1 - 6	1951-2004
	2266W/	1 - 6	1950-2004
	2285W/	1 - 8	1948-2004
	2317W/	1 - 8	1948-2004
	2342W/	1 - 10	1948-2005
	2367W/	1 - 8	1949-2006
	2376W/	1 - 9	1948-2006
	2382W/	1 - 4	1949-2007
	2386W/	1 - 6	1948-2007
2396W/	1 - 7	1949-2007	

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DES SERVICES D'ARCHIVES

ETAT DES VERSEMENTS

Édité le : 08/12/10

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Trésorerie générale de la Seine-Saint-Denis.

La trésorerie générale de la Seine-Saint-Denis assure l'encaissement des impôts directs et des recettes publiques ainsi que le paiement des dépenses et la tenue de la comptabilité de l'Etat, des communes, du département, des hôpitaux et des OPHLM.

Elle assure également des missions de contrôle (sur les caisses de Sécurité Sociale, d'Allocations Familiales et de Retraite, les caisses d'Épargne, les sociétés d'HLM, les établissements d'enseignement et les comptables publics) ainsi que de conseil économique et financier.

TRESORERIE GENERALE DE LA SEINE-SAINT-DENIS - Bobigny	TRESORERIES PRINCIPALES				
	AUBERVILLIERS	1568W/	133 - 151	Impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière	1968-1968
	BOBIGNY	1282W/	57 - 66	Taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle, impôt sur le revenu.	1975-1975
	BONDY	1591W/	18 - 160		1954-1975
		1592W/	22 - 245		1954-1976
	DRANCY	1342W/	74 - 294	Impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière	1962-1968
		1546W/	133 - 282	Impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle.	1975-1980
	MONTREUIL-SOUS-BOIS (PREMIERE DIVISION)	1284W/	81 - 574	Impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière	1962-1981
	MONTREUIL-SOUS-BOIS (DEUXIEME DIVISION)	1242W/	13 - 119	Taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle	1975-1980
	NOISY-LE-GRAND ET GOURNAY-SUR-MARNE	1971W/	13 - 675	Impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle	1975-1989
	NOISY-LE-SEC	1961W/	1 - 17	Impôts: dossiers reliquataires.	1980-1985
	PANTIN ET LE PRE-SAINT-GERVAIS	1549W/	33 - 243	Impôts : impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière	1962-1968
		2308W/	1 - 283	Impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle	1968-1993
	ROSNY-SOUS-BOIS	1300W/	23 - 258		1968-1978
	SAINT-OUEN	1433W/	39 - 336	Fiscalité (contributions directes).	1968-1975
	TRESORERIE PRINCIPALE DE VILLEMOMBLE	1241W/	5 - 176	Impôt sur le revenu taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle	1962-1975
	LE BLANC-MESNIL	1240W/	300 - 510	Impôt sur le revenu, taxe d'habitation, taxe foncière, taxe professionnelle	1962-1975
		1545W/	1 - 97		1978-1983

Voir aussi Archives Modernes : contributions directes [sous-série 2P]

Provenance La hiérarchie administrative du service versant est représentée de l'entité la plus élevée (à gauche) à la plus basse (à droite).	Cote	Titre	Dates extrêmes
--	-------------	--------------	-----------------------

Université de Saint-Denis – Paris VIII.

La décision de l'implantation de l'Université Paris VIII à Saint-Denis (anciennement située dans le bois de Vincennes) est appliquée en 1980. Selon les dispositions prévues par la loi du 26 janvier 1984 l'Université regroupe les composantes suivantes :

Onze unités de formation et de recherche (UFR)

- AES - économie et gestion (AES EG)
- Arts, philosophie, esthétique
- Culture et communication (CC)
- Histoire, littératures, sociologie (HLS)
- Langues (LLCE-LEA)
- Mathématiques, informatique, technologies, sciences de l'information et de la communication (MITSIC)
- Pouvoir, administration, échanges (PAE)
- Psychologie (PPCS)
- Sciences de l'éducation, psychanalyse et français/langue étrangère (SE-PSY-FLE)
- Sciences du langage (SDL)
- Territoires, environnements, sociétés (TES)

Quatre instituts : Institut d'enseignement à distance (IED), Institut d'études européennes (IEE), Institut français de géopolitique (IFG), Institut français d'urbanisme (IFU)

Deux instituts universitaires de technologie (IUT) comprenant 5 départements : Génie industriel et maintenance, Informatique et génie informatique, Qualité, logistique industrielle et organisation, Organisation et génie de la production, Gestion administrative et commerciale.

UNIVERSITE DE SAINT - DENIS - PARIS VIII	1581W/ 1 - 158	Dossiers de bourses et prêts d'honneur, d'attestations de diplômes étrangers, de concours d'entrée à l'IPES, d'élèves professeurs rayés des listes de l'IPES, de listes des élèves professeurs reçus au CAPES et à l'agrégation, d'états des traitements et indemnités dus aux élèves professeurs, dossiers d'admission d'étudiants étrangers (réfugiés politiques), dossiers d'étudiants.	1968-1986
---	-----------------------	--	-----------

Communicabilité des archives

Les dispositions relatives à la communication des archives sont fixées par les articles L 213-1 à L 213-3 du Code du Patrimoine.

Les archives publiques sont, par principe, communicables de plein droit. Toutefois, sont prévus des délais à cette communication pour les documents dont le contenu porte atteinte à des intérêts que la loi entend protéger.

La nature et le contenu des documents composant un versement sont variables. Il est donc rarement possible d'établir un délai de communication homogène pour un versement dans son ensemble. Ainsi, l'état des versements qui suit ne mentionne pas de délais de communicabilité : cette information pourra être obtenue par la consultation des bordereaux de versement en salle de lecture ou, dans un avenir proche, par l'accès à notre base de données en ligne.

A noter : l'autorisation de consultation de documents d'archives publiques avant l'expiration des délais fixés par l'article L. 213-2 peut être accordée aux personnes qui en font la demande, dans la mesure où l'intérêt qui s'attache à la consultation de ces documents ne conduit pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi a entendu protéger. Cette autorisation est accordée par l'administration des archives après accord de l'autorité dont émanent les documents.

Récapitulatif des délais de communicabilité (fixés par la loi n°2008-696 du 15 juillet 2008) :

Délibérations du Gouvernement, relations extérieures, monnaie et crédit public, secret industriel et commercial, recherche des infractions fiscales et douanières	25 ans
Secret de la défense nationale, intérêts fondamentaux de l'État en matière de politique extérieure, sûreté de l'État, sécurité publique	50 ans
Protection de la vie privée	
Document portant un jugement de valeur ou une appréciation sur une personne physique	25 ans
Statistiques.	
Statistiques collectées par des questionnaires portant sur des faits et comportements privés (dont recensement)	75 ans
Enquêtes de police judiciaire	
Dossiers des juridictions	
État civil : naissance	
Etat civil : mariage	Immédiatement communicable
Etat civil : décès	
Minutes et répertoires des notaires	75 ans
Dossiers des juridictions et enquêtes de police en matière d'agressions sexuelles	100 ans
Documents qui se rapportent aux mineurs (vie privée, dossiers judiciaires, minutes et répertoires)	
Dossiers de personnel	50 ans
Sécurité des personnes	100 ans
Secret médical	25 ans après le décès ou 120 ans après la naissance
Archives dont la divulgation pourrait permettre de concevoir, de fabriquer, d'utiliser ou de localiser des armes de destruction massive (nucléaires, biologiques, chimiques ou bactériologique).	Incommunicable